

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE CLAUDE JORDA  
CONSEILLER DEPARTEMENTAL - CANTON DE GARDANNE  
AU NOM DU GROUPE DES ELUS COMMUNISTES ET  
PARTENAIRES**

***"POUR ASSURER LA SECURITE ELECTRIQUE,  
ON A BESOIN DE LA CENTRALE DE GARDANNE"***

La direction d'UNIPER vient de menacer de fermer le groupe 5 de la Centrale de Gardanne après l'annonce par le gouvernement de l'instauration d'une taxe de 30€ par MégaWatt heure produit dès janvier 2017.

L'alibi gouvernemental est une nouvelle fois la transition énergétique. En réalité il s'agit là d'une politique de gribouille qui au lieu de prendre en compte sérieusement la mise en place d'un mix énergétique se contente de multiplier les taxes. Rappelons que déjà le taux moyen des taxes sur une facture payée électrique par les ménages est de 37%.

Après avoir contribué à démanteler l'outil énergétique national (EDF, GDF, SNET....) les gouvernements successifs s'évertuent à parachever le travail.

La lutte contre le réchauffement climatique est un des défis majeurs d'aujourd'hui, elle doit être menée en lien avec la défense de l'emploi et le développement de l'outil industriel.

Apparemment mener ces réflexions de front est au-delà des capacités de ce gouvernement, ce qu'il sait pourtant bien faire lorsqu'il s'agit de démanteler l'outil industriel national et le code du travail.

Les salarié-es ne doivent pas être pris en otage une nouvelle fois par la direction et le gouvernement.

La Provence a besoin de la Centrale de Gardanne pour assurer une sécurité électrique déjà bien mise à mal.

Je demande que soit mise en débat une solution alternative à cette nouvelle taxe qui prenne en compte les paramètres sociaux, industriels, économiques et environnementaux.

29 avril 2016